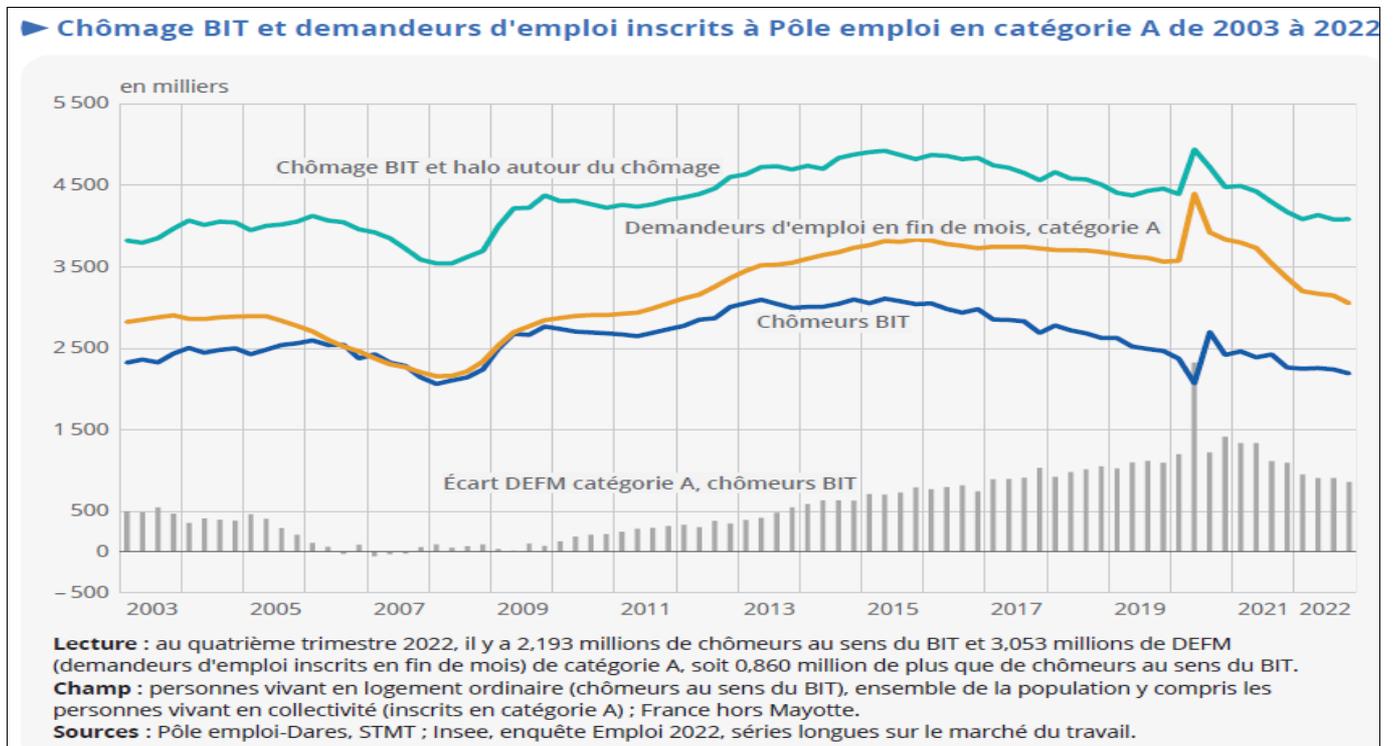


Dossier documentaire – Économie contemporaine – L3 : Science politique

THEME 2. Comment lutter contre le chômage ?

Document 1. L'évolution du chômage.



Document 2. Les freins à l'embauche des chefs d'entreprise selon les secteurs d'activité en France en 2017.

	en %								
	Incertitude situation économique	Main-d'œuvre compétente indisponible	Coûts recrutement	Cotisations sociales trop élevées	Niveau des salaires trop élevé	Coûts de licenciement	Risques juridiques associés au licenciement	Pérennité législation du travail	Autres
Industrie	34	29	5	17	5	12	14	11	5
Services	24	24	6	17	7	9	13	10	3
Bâtiment	54	41	9	32	7	22	26	21	4
Ensemble des secteurs	28	27	6	18	7	10	14	11	4

Lecture : les entreprises industrielles constatant des barrières à l'embauche et citant l'incertitude sur la situation économique parmi les principales barrières emploient 34 % des salariés du secteur.
 Notes : les résultats sont pondérés par les effectifs des entreprises enquêtées. Plusieurs modalités sont possibles pour une même entreprise.
 Source : Insee, enquêtes de conjoncture d'avril 2017

1. La lutte contre le chômage conjoncturel

Document 3. Taux de croissance du PIB réel (en%)

	2007	2008	2009	2010	2011	2019	2020	2021	Multiple 2020/ 2009 2021/ 2010	
Allemagne	3,0	1,0	-5,7	4,2	3,9	1,1	-4,6	2,9	0,8	0,7
Espagne	3,6	0,9	-3,8	0,2	-0,8	2,1	-10,8	5,1	2,9	31,5
France	2,4	0,3	-2,9	1,9	2,2	1,8	-7,9	7,0	2,7	3,6
Italie	1,5	-1,0	-5,3	1,7	0,7	0,5	-9,0	6,6	1,7	3,9
Royaume-Uni	2,3	-0,2	-4,2	2,1	1,5	1,7	-9,4	7,5	2,2	3,5
Zone euro	3,0	0,4	-4,5	2,1	1,7	1,6	-6,4	5,3*	1,4	2,5
Union européenne*	3,1	0,6	-4,3	2,2	1,8	1,8	-5,9	5,3	1,4	2,4
États-Unis	2,0	0,1	-2,6	2,7	1,5	2,3	-3,4	5,7	1,3	2,1

Sources : calculs de l'auteur à partir de FMI, *International Financial Statistics*, sauf * Eurostat.

Document 4. Mesures d'urgences et de relance budgétaire (en % du PIB)

	2008-2009	2020	2021
Allemagne	3,4	3,4	4,1
Espagne	5,3	4,3	2,8
France	1,3	3,1	3,4
Italie	0,3	4,3	3,2
Royaume-Uni	1,3	5,9	4,0
Union européenne	1,5	-	5,6
États-Unis	5,6	9,1	12,5

Sources : Khatiwada [2009] ; Math [2021] ; Prasad et Sorkin [2009] ; OFCE [2021].

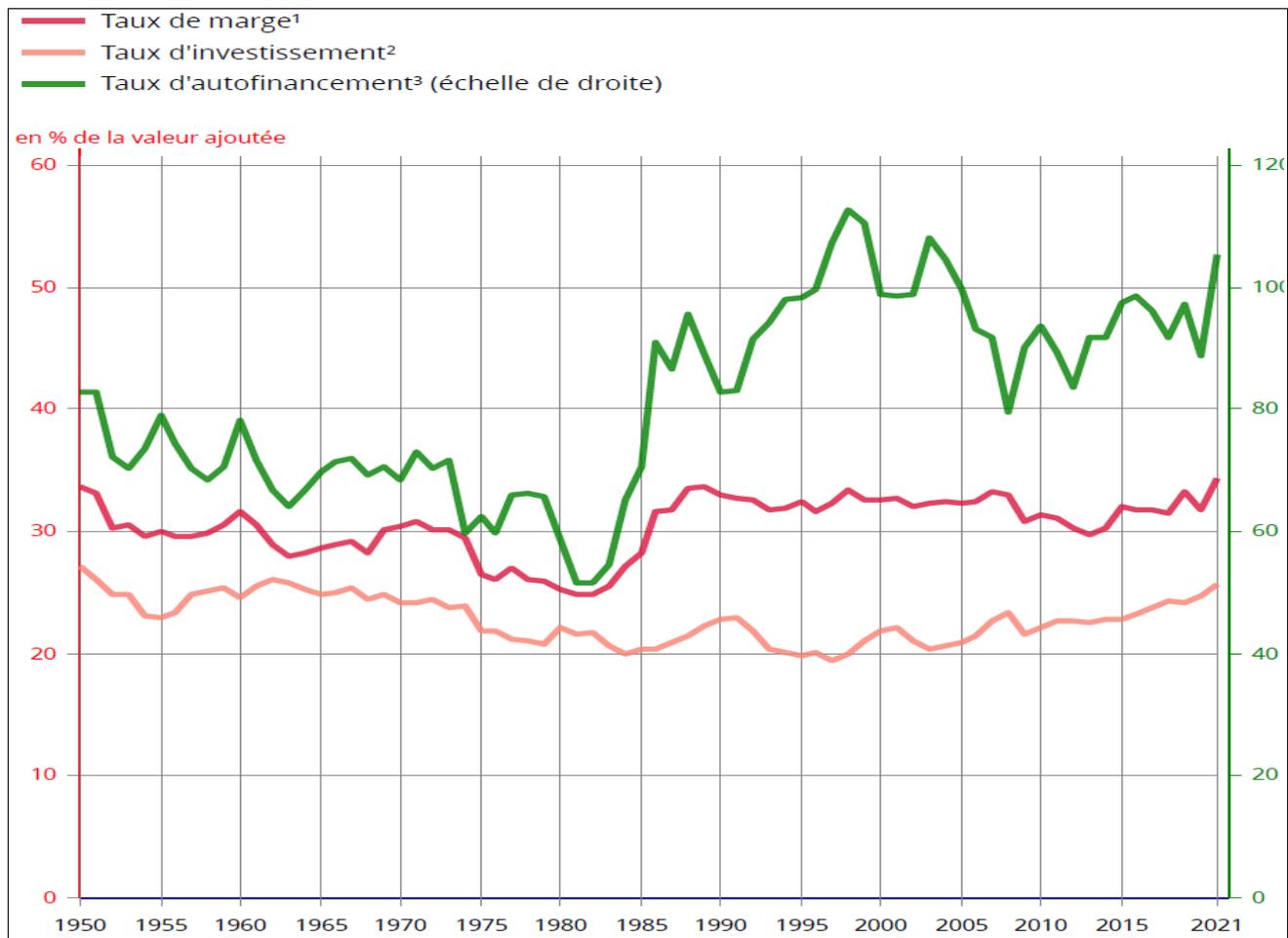
Document 5. Taux de chômage (en % de la population active).

	2007	2008	2009	2010	2011	2019	2020	2021	Variation 2010- 2008 2021- 2019	
Allemagne	8,7	7,5	7,7	7,0	5,8	3,1	4,4	3,6	-0,6	0,5
Espagne	8,2	11,3	17,9	19,9	21,4	14,1	15,5	14,8	8,6	0,7
France	8,0	7,5	9,1	9,3	9,2	8,4	8,0	7,9	1,8	-0,5
Italie	6,1	6,7	7,8	8,4	8,4	9,9	9,3	9,5	1,6	-0,4
Royaume-Uni	5,4	5,7	7,6	7,9	8,1	3,8	4,5	4,5	2,2	0,7
Union européenne	7,2	7,0	8,9	9,6	9,6	6,8	7,2	7,0	2,6	0,2
Zone euro	7,4	7,5	9,5	10,1	10,1	7,5	7,8	7,7	2,6	0,2
États-Unis	4,6	5,8	9,3	9,6	8,9	3,7	8,1	5,4	3,8	1,7

Sources : Eurostat ; *World Economic Outlook*.

2. La Lutte contre le chômage structurel

Document 6



1. Excédent brut d'exploitation (EBE) / valeur ajoutée brute (VA).

2. Formation brute de capital fixe (FBCF) / valeur ajoutée brute (VA).

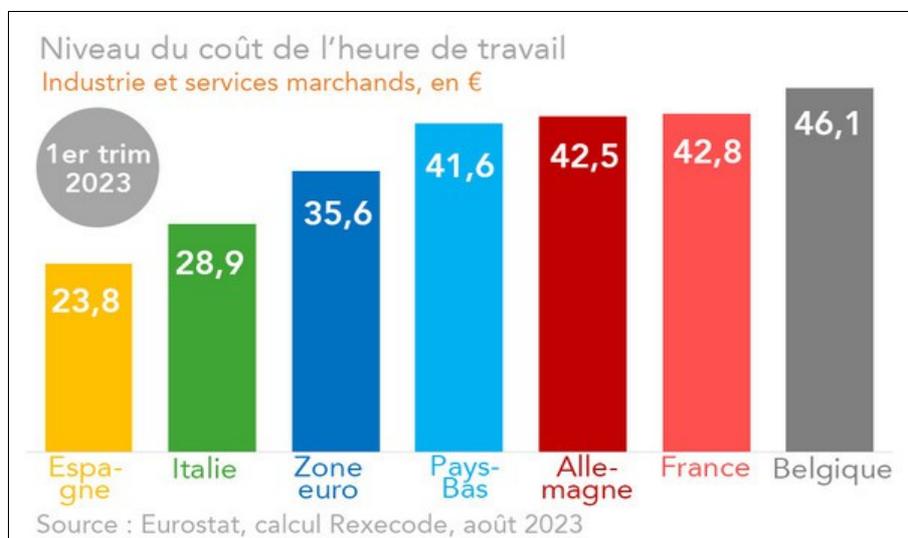
3. Épargne brute / formation brute de capital fixe (FBCF).

Lecture : en 2021, le taux de marge des sociétés non financières s'élève à 34,3 %.

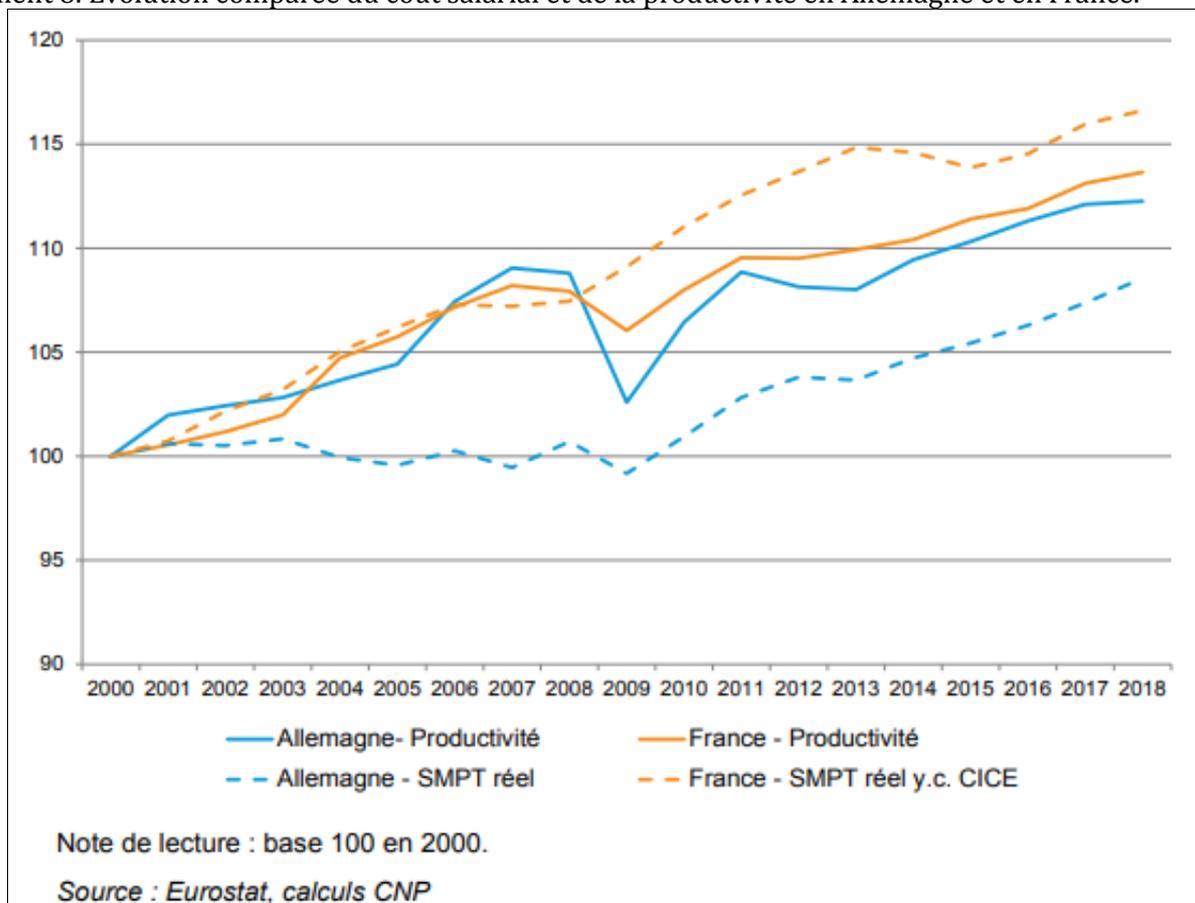
Champ : France, sociétés non financières, hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2014.

Document 7. Le coût horaire moyen du travail dans la zone euro.



Document 8. Evolution comparée du coût salarial et de la productivité en Allemagne et en France.



Document 9. Quelques citations d'économistes sur le salaire minimum

A/ « Si la loi ou l'opinion parvenait à tenir les salaires au-dessus du taux qui résulterait de la concurrence, il est évident que quelques ouvriers resteraient sans emploi. », J. Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, 1848.

B/ "Nous pouvons être sûrs, sans qu'il soit besoin de tests approfondis, que l'augmentation des salaires réduira le nombre de travailleurs employés », Clark, 1913.

C/ « Quand des considérations humanitaires conduisent à l'instauration d'un salaire minimum en dessous duquel aucun travailleur ne sera embauché, l'existence d'un grand nombre de personnes qui ne valent pas ce salaire minimum est cause de chômage », Arthur C. Pigou, *Unemployment*, 1913.

Source : M. Husson (2020) : "Salaire minimum et emploi : histoire d'un débat", *La revue de l'Ires*, n°100/1, pp. 15-42.

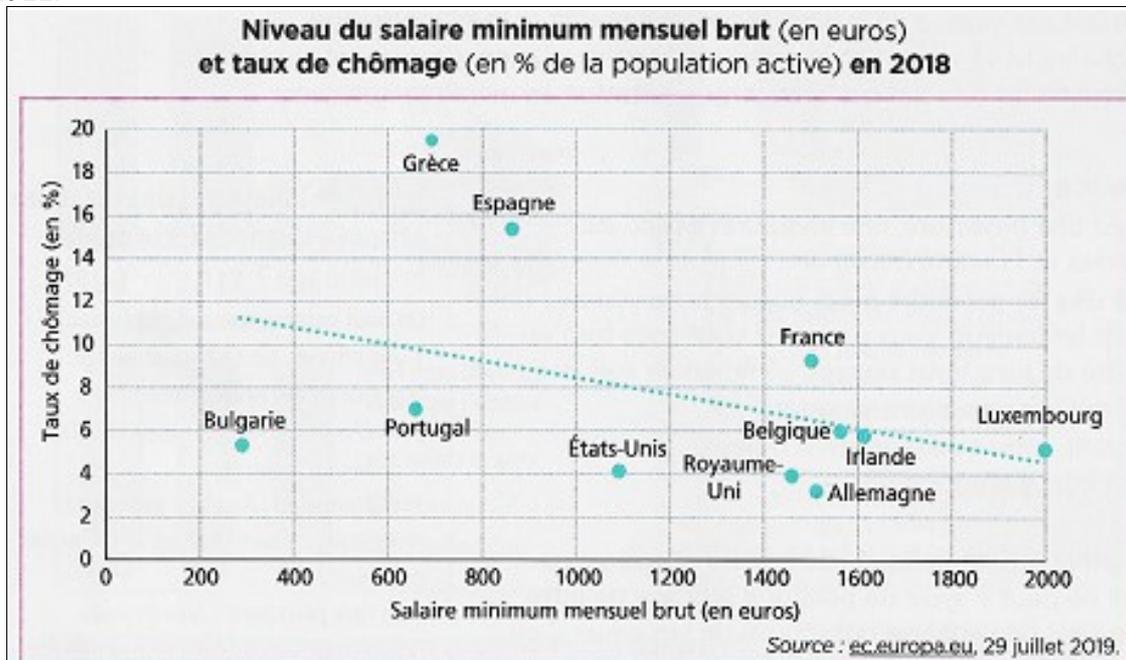
Document 10. Les effets mitigés du salaire minimum.

"Presque tous les pays ont instauré un salaire minimum. Certains, comme la France, déterminent un minimum universel pour l'ensemble de l'économie, tandis que d'autres, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande, par exemple, établissent une distinction entre les différents secteurs et catégories de travailleurs (...) Les effets potentiels du salaire minimum sur l'emploi sont au coeur du débat sur ce dispositif et restent un sujet de désaccord. D'un côté, sur les marchés concurrentiels, si un salaire minimum est appliqué et hisse les rémunérations au-dessus des niveaux en vigueur, certaines entreprises refuseront de verser un salaire plus élevé et licencieront des travailleurs. D'un autre côté, les marchés peuvent ne pas être concurrentiels. Une entreprise qui est la seule pourvoyeuse d'emplois sur un marché donné, par exemple, peut imposer des salaires inférieurs à ceux qu'ils seraient en situation de concurrence. Dans ce cas, un salaire minimum peut faire augmenter les revenus des travailleurs sans réduire le nombre d'emplois. En effet, des salaires plus élevés peuvent attirer plus de travailleurs et stimuler ainsi l'emploi. Les travaux de recherche menés pendant des décennies n'ont pas mis fin au débat. Certaines études révèlent que le salaire minimum est source d'avantages certains pour les travailleurs, d'autres concluent au contraire qu'il est néfaste. De nombreux travaux ne parviennent pas à des conclusions claires. Cela dit, un consensus semble se dessiner sur le fait qu'un salaire minimum établi à un niveau modéré a une incidence légèrement négative sur

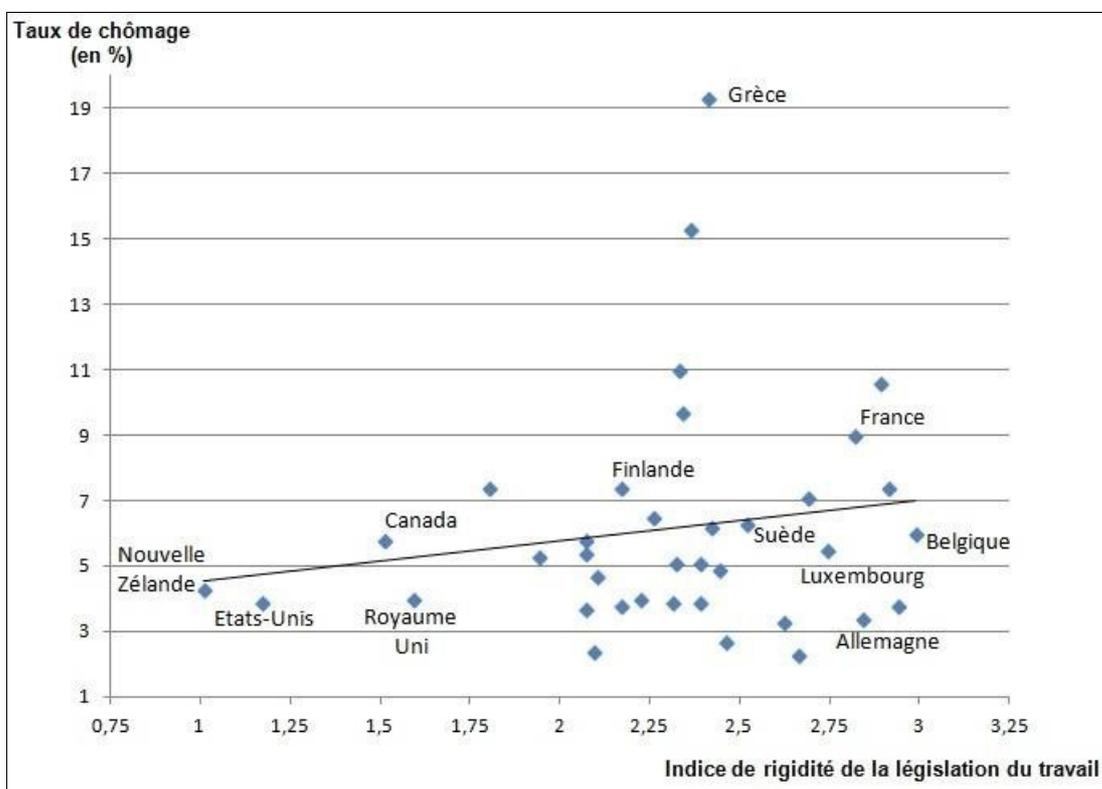
l'emploi.

Source : Piyaporn Sodsriwiboon et Gabriel Srouf (2019) : "L'instauration d'un salaire minimum profite-t-elle aux travailleurs ? Un salaire trop élevé peut inciter les employeurs à réduire leurs effectifs", *Finances & Développement*, Mars.

Document 11.

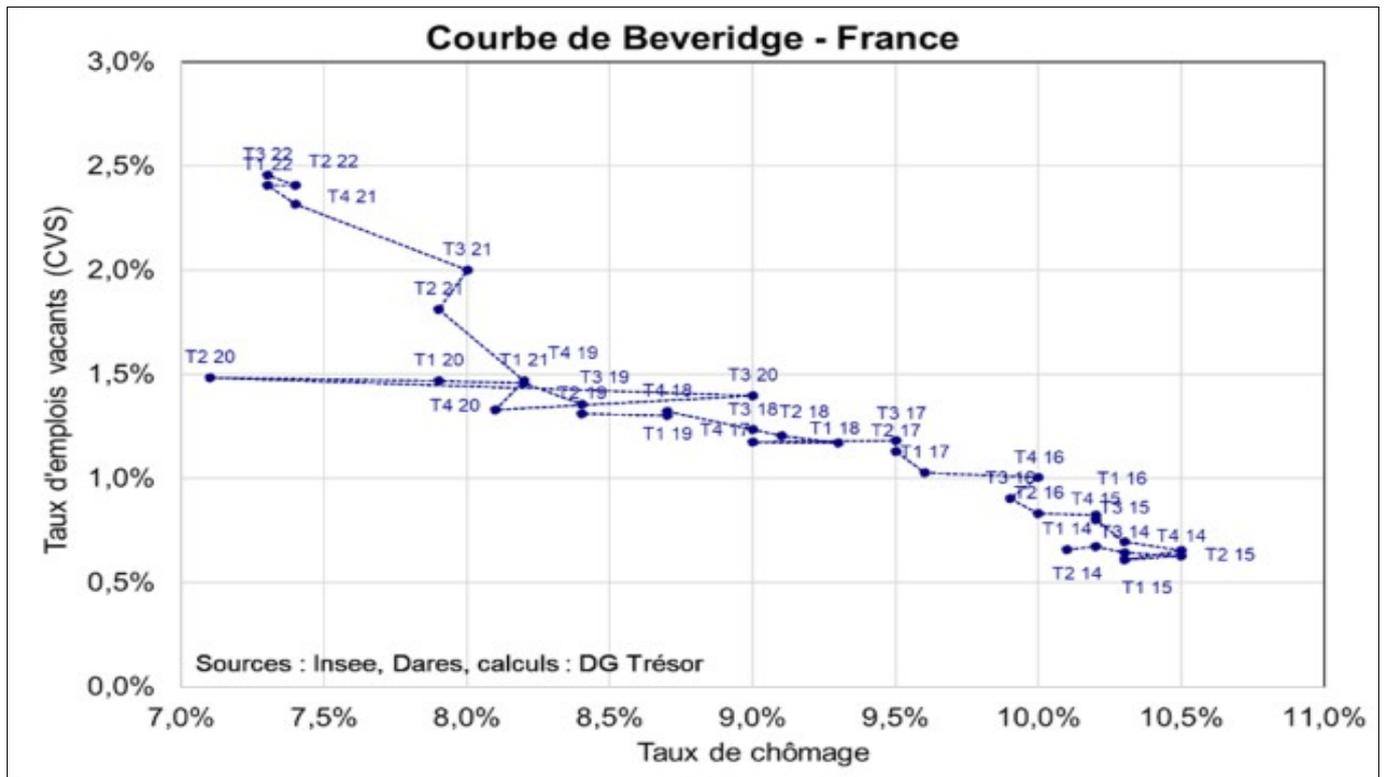


Document 12. Indice de la rigidité de la législation du travail et taux de chômage en 2018 dans les pays de l'OCDE



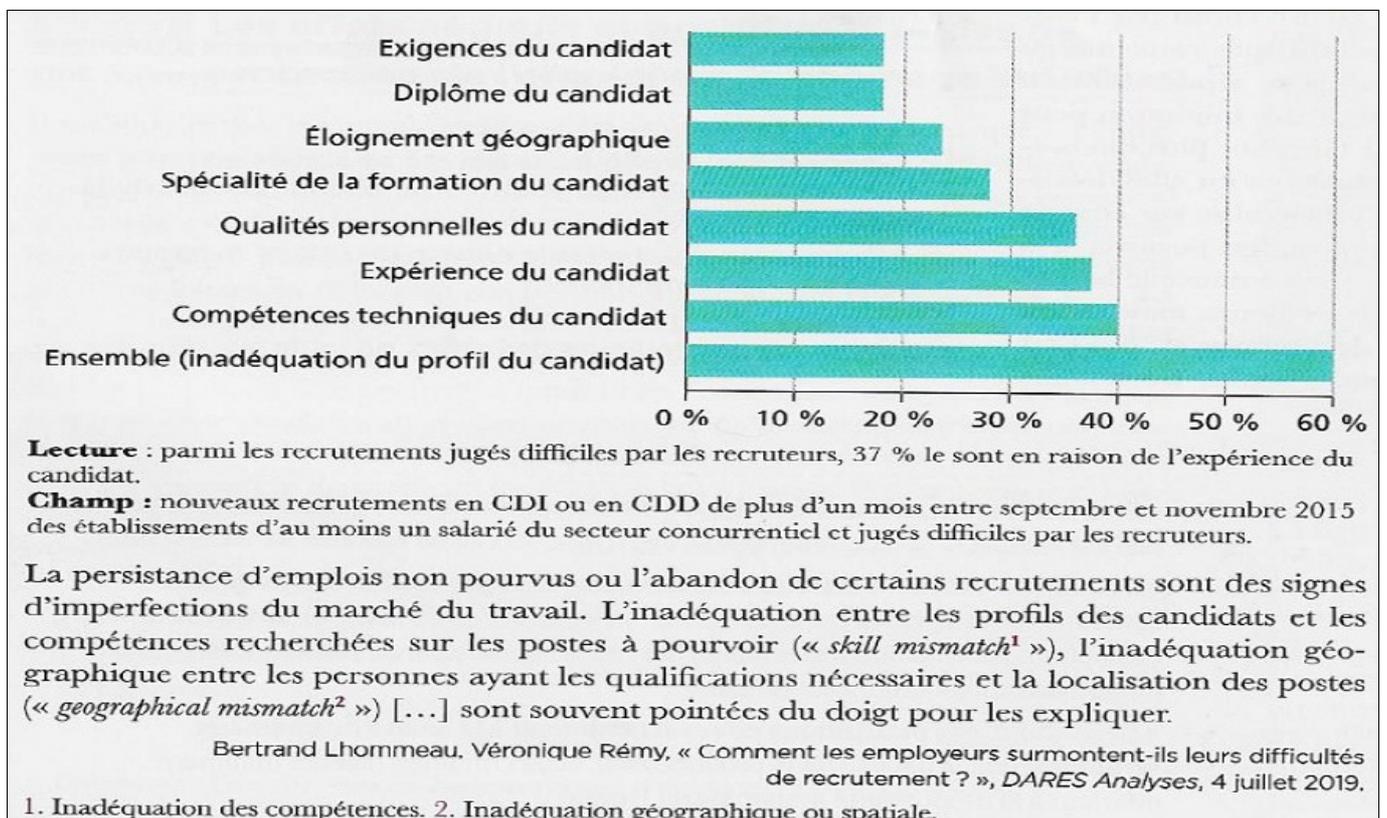
Source : d'après OCDE, 2020.

Document 13.

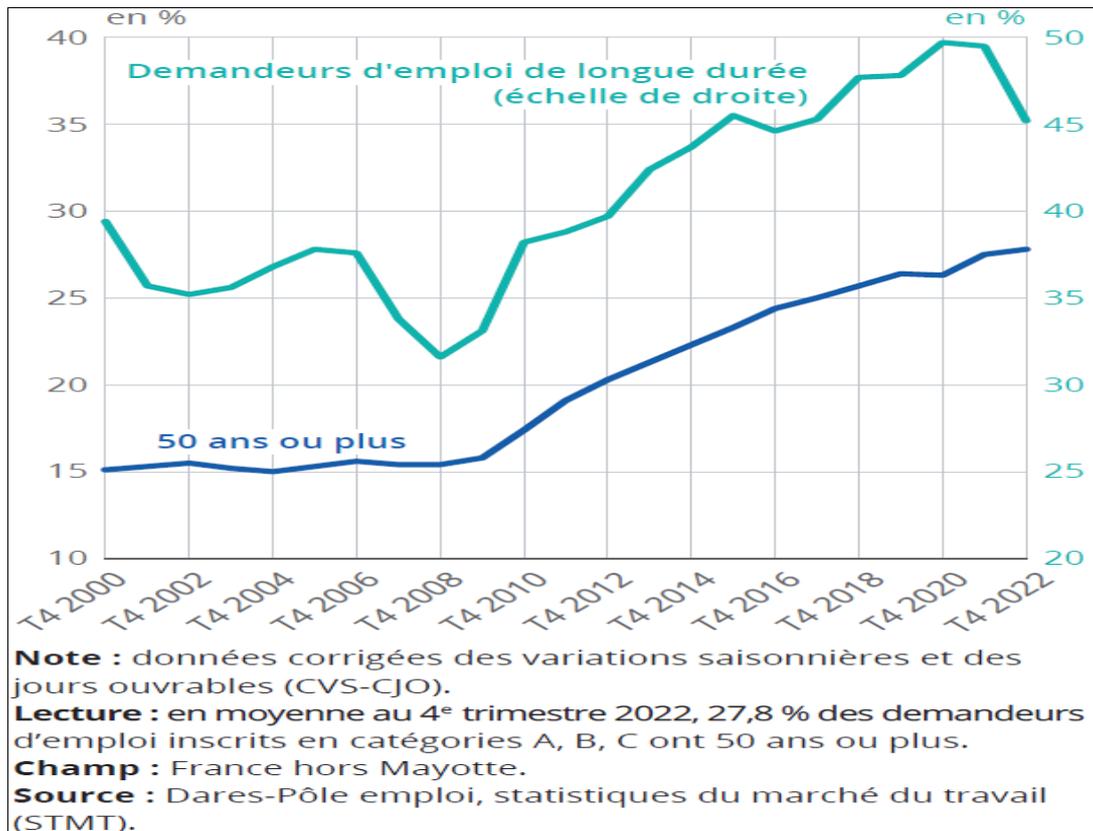


Remarque. Les emplois dits « vacants », ou « postes à pourvoir » (job vacancies), sont des postes libres, nouvellement créés ou inoccupés, ou encore occupés et sur le point de se libérer, pour lesquels des démarches actives sont entreprises pour trouver le candidat convenable. Le recrutement souhaité peut correspondre à un contrat à durée indéterminée (CDI), un contrat à durée déterminée (CDD), ou à un emploi saisonnier, même de courte durée.

Document 14



Parts des 50 ans ou plus et des demandeurs d'emploi de longue durée en catégories A, B, C de 2000 à 2022



Document 16. L'absence de chômage, c'est le problème.

"Comme le souligne un économiste de marché, il y des signes positifs, mais «le seul point peut-être encore noir, c'est le marché du travail qui reste quand même solide». Il ajoute: «Aux États-Unis, il y a une inflexion, mais ce n'est pas suffisant pour rassurer complètement les membres du Federal Reserve Board. Il faut vraiment une hausse assez importante du taux de chômage pour qu'ils soient rassurés. Or, le marché de l'emploi risque de rester assez solide à court terme. On continue d'embaucher".

Source : "L'Economie va mal, il n'y a pas assez de chômeurs" publié par G. Horny sur *Slate*, le 18 octobre 2022 : <https://www.slate.fr/story/235021/chomage-inflation-total-courbe-phillips-profits-actionnaires-augmentation-prix-recession>